

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 12 mai 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 367-1. - Rapport de commission, n° 367-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 367-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 11 mai 2022.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/41245]

12 MEI 2022. — Decreet houdende instemming met de overeenkomst van 17 mei 2008 tussen de Federale Bondsraad en de Regering van de Franse Gemeenschap van België op het gebied van de film, zoals gewijzigd op 24 april 2019 per Protocol

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. De overeenkomst van 17 mei 2008 tussen de Federale Bondsraad en de Regering van de Franse Gemeenschap van België op het gebied van de film, zoals gewijzigd op 24 april 2019 per Protocol, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 367-1. - Commissieverslag, nr. 367-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 367-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 11 mei 2022.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/15095]

23 JUIN 2022. — Décret relatif au soutien aux cercles affiliés à une fédération ou une association sportive reconnue par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. § 1er. Le présent décret a pour objet de déterminer les conditions d'octroi des subventions exceptionnelles octroyées aux opérateurs visés à l'alinéa 2 qui ont connu des difficultés financières suite à l'annulation de leurs activités ou du déroulement de leurs activités en l'absence de public durant la période allant du 29 novembre 2021 au 28 janvier 2022.

Les opérateurs visés par le présent décret sont les cercles affiliés, depuis au moins une année civile accomplie, à une fédération ou association sportive reconnue par la Communauté française ou une fédération ou association sportive handisport reconnue par la Communauté française.

§ 2.- Pour des raisons liées à la crise sanitaire de la COVID-19, le Gouvernement peut décider d'octroyer des subventions exceptionnelles aux opérateurs visés au paragraphe 1er, alinéa 2.

Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi de ces subventions exceptionnelles ainsi que les périodes au cours desquelles ces subventions sont éligibles.

Art. 2. Le Gouvernement peut octroyer une subvention exceptionnelle aux opérateurs visés à l'article 1er, alinéa 2 pour autant que les conditions visées aux articles 3 et 4 soient respectées.

Art. 3. § 1er.- La subvention exceptionnelle visée à l'article 2 est accordée à l'opérateur visé à l'article 1er, §1er, alinéa 2, sous réserve des conditions suivantes :

1. l'opérateur est confronté à une perte de revenus générée par les mesures prises par le Comité de concertation du 26 novembre 2021 dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, laquelle a impacté de manière financière ses engagements contractuels au cours de la période allant du 29 novembre 2021 au 28 janvier 2022 inclus ;

2. si l'opérateur a reçu des subventions ou facilités émanant d'autres niveaux de pouvoirs ou de la Communauté française, ces aides sont déduites du montant pris en compte pour l'octroi de la subvention pour éviter un double subventionnement portant sur le même objet et sur la même période que celle visée à l'article 1er.

§ 2.- Le montant de la subvention est égal aux deux tiers des dépenses admissibles telles que visées à l'alinéa 2, préalablement diminuées du montant des recettes perçues ainsi que des subventions et facilités émanant d'autres niveaux de pouvoirs ou de la Communauté française.

Les dépenses admissibles qui sont relatives à des événements et organisations sportives annulés ou s'étant déroulés sans public pour la période du 29 novembre 2021 au 28 janvier 2022 inclus dans le cadre de l'octroi de la subvention sont les suivantes :

1. les charges salariales (hors avantages de toute nature) des sportifs et du personnel sous contrat, à l'exception des montants liés aux transferts, primes octroyés aux sportifs et diminuées de toutes les aides perçues dont l'aide à l'emploi ;

2. les frais de prestataires externes liés par contrat pour des prestations relatives aux infrastructures sportives concernant la période précitée à l'exclusion des frais liés à des réparations ;

3. les frais dus liés à des frais de transport collectifs ;

4. les frais dus à la location d'infrastructures et de matériel sportif et non-sportif (matériel utilisé dans le cadre des événements annulés et/ou ayant lieu sans public) ;

5. les frais dus liés à l'organisation de manifestation ou événement ayant dû être annulés ou ayant dû se dérouler en l'absence de public ;

6. les frais dus d'hébergement pour les équipes ou les sportifs étrangers et leurs accompagnants accueillis par l'opérateur visé par le présent décret.

Les frais dus, visés à l'alinéa 2, 1° à 6°, ne doivent pas, par définition, avoir été remboursés par le cocontractant ou l'organisateur de la compétition.

La subvention peut également inclure les dépenses récurrentes, égales à deux douzièmes, des frais liés aux assurances et précomptes immobiliers sur base de la dernière facture ou du décompte annuelle. Ces dépenses seront ajoutées aux dépenses admissibles dans le cadre du calcul de la subvention exceptionnelle conformément à la formule déterminée au paragraphe 2, alinéa 1er.

§ 3. Pour démontrer le respect des conditions énoncées aux paragraphes 1er et 2, l'opérateur joint à sa demande de subvention les documents suivants :

1. une situation comptable certifiée par un comptable externe ou approuvée par l'Assemblée générale couvrant les périodes du 1er décembre 2019 au 31 janvier 2020 et du 29 novembre 2021 au 31 janvier 2022 ;

2. le détail et la preuve des activités ou événements sportifs annulés ou s'étant déroulés sans public par le demandeur entre le 29 novembre 2021 et le 28 janvier 2022 inclus ;

3. la preuve et le détail des dépenses admissibles et récurrentes visées au paragraphe 2 ;

4. la preuve que les dépenses admissibles et récurrentes visées au paragraphe 2 sont exigibles ou ont été payées ;

5. le détail des subventions et facilités obtenues auprès d'autre niveaux de pouvoirs ou de la Communauté française pour les activités ou événements annulés ou s'étant déroulés sans public durant la période visés à l'article 1er ;

6. une copie des derniers comptes annuels disponibles.

§ 4. Les demandes sont introduites uniquement au moyen du formulaire électronique dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Seuls les dossiers complets introduits au plus tard 2 mois après la date d'entrée en vigueur du présent décret sont pris en considération, le cas échéant, le cachet de la poste faisant foi en cas d'envoi de certaines pièces volumineuses par la poste.

Les demandes introduites par les cercles sportifs doivent disposer du sceau de la fédération ou association sportive à laquelle ils sont affiliés.

Art. 4. Les indemnités financières visées par le présent décret sont octroyées dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet.

À défaut de crédits suffisants, et lorsque l'ensemble des demandes satisfaisant aux conditions prévues par le présent décret ont été introduites, les indemnités sont octroyées au prorata des budgets disponibles.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 23 juin 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 396-1. — Rapport de commission, n° 396-2. — Texte adopté en
séance plénière, n° 396-3

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 22 juin 2022.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/15095]

**23 JUNI 2022. — Decreet betreffende de steun aan de kringen die aangesloten zijn bij een sportfederatie
of -vereniging erkend door de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1.- Dit besluit heeft tot doel de voorwaarden te bepalen voor de toekenning van de uitzonderlijke subsidies die worden toegekend aan de operatoren bedoeld in het tweede lid die financiële moeilijkheden hebben ondervonden als gevolg van de annulering van hun activiteiten of van de uitvoering van hun activiteiten door gebrek aan publiek tijdens de periode van 29 november 2021 tot 28 januari 2022.

De operatoren bedoeld in dit decreet zijn kringen die gedurende ten minste één volledig kalenderjaar aangesloten zijn bij één door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie of -vereniging of bij één door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie of -vereniging voor gehandicapten.

§ 2.- Om redenen die verband houden met de gezondheids crisis van COVID-19, kan de regering beslissen uitzonderlijke subsidies toe te kennen aan de operatoren bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De regering stelt de nadere regels voor de toekenning van deze uitzonderlijke subsidies vast, evenals de periodes waarin deze subsidies in aanmerking komen.

Art. 2. De regering kan een uitzonderlijke subsidie toekennen aan de operatoren bedoeld in artikel 1, tweede lid, voor zover de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4 worden nageleefd.

Art. 3. § 1.- De uitzonderlijke subsidie bedoeld in artikel 2 wordt toegekend aan de operator bedoeld in artikel 1, §1, tweede lid, onder de volgende voorwaarden:

1. de operator wordt geconfronteerd met een inkomensverlies als gevolg van de maatregelen genomen door het Overlegcomité van 26 november 2021 in het kader van de strijd tegen COVID-19, die een financiële impact heeft gehad op zijn contractuele verbintenissen in de periode vanaf 29 november 2021 tot en met 28 januari 2022;

2. indien de operator subsidies of middelen heeft ontvangen van andere machtsniveaus of van de Franse Gemeenschap, worden deze steunbedragen in mindering gebracht op het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de subsidie om dubbele subsidiëring te vermijden met betrekking tot hetzelfde onderwerp en over dezelfde periode als deze bedoeld in artikel 1.

§ 2.- Het bedrag van de subsidie is gelijk aan twee derde van de in aanmerking komende uitgaven zoals bedoeld in het tweede lid, voorafgaandelijk verminderd met het bedrag van de geïnde inkomsten, evenals subsidies en middelen van andere machtsniveaus of van de Franse Gemeenschap.

De in aanmerking komende uitgaven met betrekking tot sportevenementen en -organisaties die geannuleerd zijn of hebben plaatsgevonden zonder publiek voor de periode van 29 november 2021 tot en met 28 januari 2022 in het kader van de toekenning van de subsidie zijn de volgende :

1. de loonkosten (exclusief voordelen van welke aard dan ook) van sportbeoefenaars en personeel onder contract, met uitzondering van de bedragen die verband houden met transfers, premies toegekend aan sportbeoefenaars en verminderd met alle ontvangen steunbedragen waaronder werkgelegenheidssteun ;

2. de kosten van contractueel gebonden externe dienstverleners voor prestaties met betrekking tot sportinfrastructuur voor voornoemde periode, exclusief herstellkosten;

3. de verschuldigde kosten in verband met de collectieve vervoerkosten ;

4. de kosten als gevolg van de huur van infrastructuur en van sport- en niet-sportuitrusting (materiaal gebruikt in het kader van afgelaste evenementen en/of van evenementen die plaatsgevonden hebben zonder publiek) ;

5. de verschuldigde kosten in verband met de organisatie van een gebeurtenis of evenement dat afgelast moest worden of dat plaatsgevonden heeft zonder publiek;

6. de kosten in verband met het verblijf van de buitenlandse teams of sportbeoefenaars en hun begeleiders die worden opgevangen door de operator bedoeld in dit decreet.

De verschuldigde kosten bedoeld in het tweede lid, 1° tot 6°, mogen per definitie niet terugbetaald zijn door de medecontractant of de organisator van de wedstrijd.

De subsidie kan ook de terugkerende kosten, gelijk aan twee twaalfden, omvatten van kosten in verband met verzekeringen en onroerende voorheffing op basis van de laatste factuur of de jaarlijkse afrekening. Deze uitgaven worden opgeteld bij de in aanmerking komende kosten voor de berekening van de uitzonderlijke subsidie volgens de formule bepaald in paragraaf 2, eerste lid.

§ 3. Om aan te tonen dat aan de voorwaarden vermeld in de paragrafen 1 en 2 is voldaan, voegt de operator de volgende documenten bij zijn aanvraag om subsidie:

1. een jaarrekening gecertificeerd door een externe boekhouder of goedgekeurd door de Algemene Vergadering voor de periodes van 1 december 2019 tot 31 januari 2020 en van 29 november 2021 tot 31 januari 2022;

2. de gegevens en bewijs van sportactiviteiten of -evenementen die tussen 29 november 2021 en 28 januari 2022 door de aanvrager zijn geannuleerd of die zonder publiek zijn gehouden;

3. het bewijs en de gegevens van de in aanmerking komende en terugkerende uitgaven bedoeld in paragraaf 2 ;

4. het bewijs dat de in aanmerking komende en terugkerende uitgaven bedoeld in paragraaf 2 invorderbaar zijn of betaald werden ;

5. de gegevens over de subsidies of middelen verkregen bij andere machtsniveaus of bij de Franse Gemeenschap voor de activiteiten of evenementen die geannuleerd zijn of die plaatsgevonden hebben zonder publiek tijdens de periode bedoeld in artikel 1 ;

6. een afschrift van de laatste beschikbare jaarrekeningen.

§ 4. De aanvragen worden slechts ingediend door middel van het elektronisch formulier waarvan het model door de regering wordt vastgesteld.

Alleen volledige dossiers die uiterlijk 2 maanden na de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden ingediend, worden in aanmerking genomen, in voorkomend geval, waarbij het poststempel geldt in geval van verzending van bepaalde omvangrijke stukken per post.

De aanvragen ingediend door de sportkringen dienen te zijn voorzien van het stempel van de sportfederatie of -vereniging waarbij zij zijn aangesloten.

Art. 4. De financiële vergoedingen bedoeld in dit decreet worden toegekend binnen de perken van de daarvoor bestemde begrotingskredieten.

Bij gebrek aan voldoende kredieten en wanneer alle aanvragen die beantwoorden aan de voorwaarden voorzien in dit decreet werden ingediend, worden de vergoedingen toegekend naar rata van de beschikbare begrotingen.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 juni 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 396-1. — Verslag van de commissie, nr. 396-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 396-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 22 juni 2022.